

APERÇU DE L'ÉCOSYSTÈME DE L'INDUSTRIE LANGAGIÈRE AU QUÉBEC ET AU CANADA : DOCUMENTS ET ACTEURS

Par M^e Louis Fortier, trad. a., adm. a.

1. SOURCES DOCUMENTAIRES JURIDIQUES

Loi constitutionnelle de 1867 (Canada) (art. 133)

Loi constitutionnelle de 1982 (Canada)

+ Charte canadienne des droits et libertés (art. 16)

Loi sur le Bureau de la traduction (Canada)

Loi sur les langues officielles (Canada)

Loi sur le droit d'auteur (Canada)

Charte de la langue française (Québec)

Loi sur les services en français (Ontario)

Loi sur les langues officielles (Nouveau-Brunswick)

Loi sur les langues (Yukon) [anglais, français et langues autochtones]

Loi sur les langues officielles (Territoires du Nord-Ouest) [anglais, chipewyan, cri, esclava du Nord, esclava du Sud, français, gwich'in, inuinnaqtun, inuktitut, inuvialuktun et tâchô]

Loi sur les langues officielles (Nunavut) [inuit, français et anglais]

Projet de loi C-91 - Loi sur les langues autochtones (Canada)



2. FORMATION UNIVERSITAIRE

Au Canada,

80%

des traducteurs sont formés dans des universités du Québec

Baccalauréat en traduction

- Université de Sherbrooke
- Université Laval
- Université de Montréal
- Université du Québec en Outaouais
- Université du Québec à Trois-Rivières
- Université McGill
- Université Concordia



Autres langagiers

- auteurs
- copistes
- correcteurs d'épreuves
- écrivains
- éditeurs
- gestionnaires de projets en traduction
- jurilinguistes
- légistes
- linguistes
- rédacteurs
- réviseurs



3. STATUT PROFESSIONNEL

Québec

Ordre professionnel

Depuis 1992, Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec (OTTIAQ) 2 000 traducteurs agréés (sur un total d'env. 10 000 au Canada dont env. 5 000 au Québec) régis par le Code des professions (Québec)

Titres réservés : trad. a., term. a. et int. a.

(projet d'actes réservés pour les trad. a.)

- protection du public
- code de déontologie
- processus d'agrément et de reconnaissance
- assurance de responsabilité professionnelle
- arbitrage des comptes
- mentorat
- formation continue
- réseautage

Organisations sectorielles

- Association des conseils en gestion linguistique (ACGL)
- Association canadienne des juristes-traducteurs (ACJT)
- Carrefour des langagiers entrepreneurs (CLEF)



Canada

Conseil des traducteurs, terminologues et interprètes du Canada (CTIC)

Association des traducteurs et interprètes de l'Alberta (ATIA)

Society of Translators and Interpreters of British Columbia (STIBC)

Association des traducteurs, terminologues et interprètes du Manitoba (ATIM)

Corporation des traducteurs, terminologues et interprètes du Nouveau-Brunswick (CTINB)

Association des traducteurs et interprètes de la Nouvelle Écosse (ATINE)

Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario (ATIO)

Association des traducteurs et interprètes de la Saskatchewan (ATIS)

Association canadienne des employés professionnels (ACEP)

[traducteurs de la fonction publique fédérale dont le BT]

Association pour l'industrie de la langue (AILIA)

Réviseurs Canada



APERÇU DE L'ÉCOSYSTÈME DE L'INDUSTRIE LANGAGIÈRE AU QUÉBEC ET AU CANADA : DOCUMENTS ET ACTEURS (SUITE)

Par M^e Louis Fortier, trad. a., adm. a.

4. RÉGLEMENTATION DE L'EXERCICE DE LA PROFESSION

Québec

- Code des professions (Québec)
- Code de déontologie de l'OTTIAQ
- OTTIAQ, Règles de pratiques professionnelles en traduction
- OTTIAQ, Grille de compétences – traducteur agréé

Canada

- Office général des normes du Canada (OGNC)
Normes nationales du Canada – Services de traduction
Normes ISO en traduction, post-édition et traduction juridique
- Recommandation de Nairobi (Kenya), UNESCO
Recommandation sur la protection juridique des traducteurs et des traductions et sur les moyens pratiques d'améliorer la condition des traducteurs
- Charte de Dubrovnik (Croatie), Fédération internationale des traducteurs (FIT)
Charte des traducteurs et des traductrices
- Convention de Paris (France), UNESCO
Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles



5. CLIENTS

Secteur public

GOUVERNEMENTS

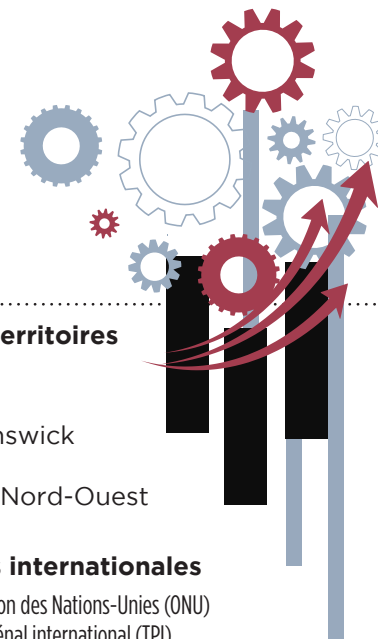
Canada

Bureau de la traduction (BT) (150 M\$/an)
+ Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC)

[Contrat de services professionnels de traduction (CSPT) Arrangement en matière d'approvisionnement traduction (AMA) Clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA)]

- Ex. : traduction judiciaire
Cour suprême du Canada
Service administratif des tribunaux judiciaires (SATJ)
4 tribunaux judiciaires¹
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs (SCDATA)
11 tribunaux administratifs²
Promotion de l'accès à la justice dans les deux langues officielles (PAJLO)
4 centres de jurilinguistique³

Marché mondial de la traduction :
55 milliards de dollars par année
Part du Canada : 10 % ; Québec : 5 %



Provinces et territoires

Québec
Ontario
Nouveau-Brunswick
Yukon
Territoires du Nord-Ouest
Nunavut

Organisations internationales

Ex. : Organisation des Nations-Unies (ONU)
Tribunal pénal international (TPI)
Organisation mondiale du commerce (OMC)
UNESCO

Secteur privé

- petites, moyennes et grandes entreprises
- cabinets d'avocats et de comptables
- particuliers

6. LANGAGIERS

FOURNISSEURS DE SERVICES PROFESSIONNELS DE TRADUCTION (FSPT)

- travailleurs autonomes
- cabinets de traduction
- traducteurs en entreprise
- traducteurs de la fonction publique



7. OUTILS

Logiciels de traitement de textes

- Word
- WordPerfect, etc.

Bases de données terminologiques

- Termium Plus (BT)
- Grand dictionnaire terminologique (GDT) (OQLF)

Logiciels linguistiques

- Antidote, Druide informatique inc.
- Robert correcteur
- Larrousse, Cordial

Concordanciers

- TransSearch, Linguee

Mémoires de traduction (MT)

- Trados SDL, Logiterm, Portage, Prism

Logiciels de traduction automatique (TA)

- Google Translate
- DeepL

R & D + IA

¹ Cour fédérale, Cour d'appel fédérale, Cour d'appel de la Cour martiale et Cour canadienne de l'impôt.

² Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels (CCEEBC), Commission de révision agricole du Canada (CRAC), Commission des relations de travail et de l'emploi dans le secteur public fédéral (CRTEPF), Conseil canadien des relations industrielles (CCRI), Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE), Tribunal d'appel des transports du Canada (TATC), Tribunal de la concurrence (TC), Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles (TPFDAR), Tribunal de la sécurité sociale (TSS) et Tribunal des revendications particulières (TRP).

³ Droit civil en anglais : Université McGill, Centre Paul-André Crépeau de droit privé et comparé; common law en français : Université de Moncton, Centre de traduction et de terminologie juridiques (CTTJ), Université d'Ottawa, Centre de traduction et de documentation juridiques (CTDJ), Université de St-Boniface, Centre de ressources en français juridique (CRFJ).